

## PROJET DE LOI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES ASSEMBLÉES

Assemblée-gouvernement :  
le bras de fer !

**Le ministre de la Justice a réitéré, hier, à l'APN, la décision du gouvernement de maintenir le quota de 30% prévu initialement par le projet de loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)**

- Le ministre de la Justice, garde des Sceaux est intervenu, hier, au terme d'un débat de deux jours consacré au projet de loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues. C'est un Tayeb Belaïz particulièrement remonté qui s'est présenté face à l'Assemblée populaire nationale. Une colère provoquée par l'amendement introduit par la commission permanente des affaires juridiques qui a totalement dénaturé l'article fixant le taux d'intégration des candidates de sexe féminin dans les listes électorales. Initialement de 1/3, ce taux a été porté à 20%. «Le gouvernement maintient le 1/3 et refuse la proposition de 20% de la commission juridique», a déclaré Tayeb Belaïz en insistant sur le fait que le président de la République lui avait confié l'élaboration de ce texte

de loi. «En Algérie, les femmes représentent 53% de la population, mais il n'y a que 3 femmes présidentes d'APC et aucune n'a été élue à la présidence d'une Assemblée de wilaya. Le choix de ce taux n'est pas fortuit, il a été fixé par une commission composée d'experts en droit et en sociologie. Pour modifier ce taux, la commission des affaires juridiques de l'Assemblée a mis en avant des arguments d'ordre culturel et religieux. Pourquoi ce genre d'arguments n'est-il valable que pour l'activité politique ? Selon les membres de la commission, nous devons aller vers un processus graduel. Mais il est important de rappeler qu'à l'Assemblée nationale constituante de 1962 siégeaient 10 femmes et, qu'aujourd'hui, au Sénat, il y a seulement 7 femmes. Nous sommes donc dans une situation de processus



Tayeb Belaiz, ministre de la Justice, garde des Sceaux.

graduel inversé», a souligné le ministre de la Justice. Tayeb Belaïz a fini son intervention par une phrase lourde de sens : «Nul ne peut arrêter le cours de l'histoire, ni même l'orienter.» Une

sentence qui tonne comme un avertissement à l'encontre de ceux qui s'opposent aux engagements de Abdelaziz Bouteflika. Sauf que dans ce cas précis, les adversaires du chef de l'Etat sont

quasiment tous issus du Front de libération nationale. Le bras de fer est donc engagé entre le gouvernement et les députés de la première force politique.

T. H.

## ÉMEUTES À BORDJ

## BOU-ARRERIDJ

Les maux  
et les mots  
des citoyens

Depuis cinq jours, Mansourah, une daïra distante de 28 km du chef-lieu de la wilaya, vit au rythme de revendications et de heurts entre les forces de l'ordre de manière intermittente et les manifestants.

Des jeunes ont érigé un barrage sur la RN 5, brûlé des pneus et posé des troncs d'arbre et des carcasses de voitures sur la chaussée.

Les autorités locales de la daïra savaient qu'une émeute allait se produire, mais personne n'a rien fait.

Aujourd'hui on voit les résultats : vendredi dernier, 5 000 personnes ont manifesté dans la localité de Mansourah.

Les éléments déclencheurs sont l'aménagement urbain, le chômage, les logements sociaux, l'assainissement des eaux, l'électricité, les abribus, la construction d'une passerelle au niveau des chemins de fer, la bureaucratie.

La colère citoyenne dénote un malaise social et un désenchantement populaire que les autorités ne peuvent cacher dans les brouillards de la langue de bois.

Layachi Salah-Eddine

**L'alliance contractée au début de la mandature actuelle de l'APW entre le RCD et le FLN est définitivement rompue.**

Le divorce qui était latent depuis quelque temps vient d'être consommé de manière officielle et définitive, suite à une déclaration lue par la chef du groupe FLN, en début des travaux, hier de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya.

La décision de rupture unilatérale prise par le FLN est motivée, selon les termes de la

déclaration, par des divergences d'appréciation quant au fonctionnement de l'assemblée.

Dans un premier temps, le FLN avait fait grief à Mahfoud Bellabes, P/APW d'obédience RCD, de sa conduite unilatérale des affaires de l'assemblée et de ne pas tenir compte de l'avis des élus FLN, partenaires du groupe RCD dans la constitution de la majorité.

Usant de ses prérogatives, le P/APW réagira aux protestations exprimées à l'époque par le FLN en se défaisant de ses deux vice-présidents d'obédience FLN. Hier, M<sup>me</sup> Kaboub, pré-

sidente du groupe FLN, est revenue à la charge pour dénoncer «la conduite partisane et politicienne» du P/APW.

Le FFS, par la voix de son élu Brahimi qui s'est dit étonné par le flou qui a entouré la relation entretenue jusque-là par les deux partis de la majorité, finira par dire, dans une déclaration laconique, de «prendre acte» de rupture officielle de l'alliance entre le RCD et le FLN.

Une rupture qui n'aura vraisemblablement pas d'incidence sur le fonctionnement organique de l'assemblée. Le FLN comme le FFS se disent soucieux de ne

pas pousser au blocage de l'assemblée.

Hadibi, vice-P/APW RCD, se fera quelque peu conciliant et tentera d'apaiser les tensions en insistant sur le maintien des équilibres au sein des commissions de l'assemblée chapeautées par des élus du FLN ou du RCD.

Signalons que les élus auront à débattre, durant les travaux de la session de deux jours, plusieurs dossiers, notamment l'alimentation en eau potable, la rentrée scolaire et universitaire.

S. A. M.

DEUX SIÈGES D'APC SCELLÉS ET FERMETURE DES RN 9  
ET 12 PAR DES MANIFESTANTS

## La protestation sociale s'accroît à Béjaïa

**Plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa ont renoué, hier, avec la protestation sociale. Le chef-lieu de wilaya était pratiquement isolé, pour la énième fois, pour cause de blocage des deux principaux axes routiers, les RN 9 et 26 reliant cette région de la Basse-Kabylie à Sétif, Bouira et Alger.**

Après avoir fermé jeudi dernier la RN 26 au lieudit El Khroub, non loin de la ville d'El Kseur, en signe de protestation contre la hausse du prix du ticket du transport, des villageois de Fenaïa sont revenus à la charge, dans la matinée d'hier, pour blo-

quer la RN 26 avec, cette fois, une autre exigence, à savoir «la fermeture d'un débit de boissons alcoolisées à Tawirt à l'origine de la dégradation de la situation sécuritaire dans la localité». La circulation a été totalement paralysée sur ce tronçon routier.

Les usagers ont emprunté de très longs détours par Adekar et Amizour pour regagner le chef-lieu de wilaya.

Cette manifestation musclée des villageois de Fenaïa a durement pénalisé les travailleurs des autres localités de la vallée de la Soummam qui n'ont pas pu rejoindre leur lieu de travail.

La même effervescence est signalée dans la partie Est de Béjaïa où les habitants de certains villages de Souk El Tenine

ont procédé, dans la matinée, à l'obstruction de la RN 9 pour se plaindre de l'augmentation du prix ticket de transport. Toujours dans la région du Sahel, les citoyens du village Aït Bouzekri, relevant de la municipalité de Tamridjt, ont observé un rassemblement devant le siège de leur APC pour réclamer des conditions de vie décente.

Les protestataires exigent des projets de développement pour leur village. Entre autres préoccupations mises en avant par les villageois, l'assainissement et la réfection de la route menant vers leur village qui se trouverait dans un état de dégradation avancé.

A Derguina, ce sont les écoliers qui sont sortis dans la rue

pour cadenasser le siège de leur municipalité en guise de protestation contre l'absence de transport scolaire, selon une source locale.

Le trafic ferroviaire était aussi à l'arrêt. L'autorail assurant dans la matinée la desserte entre Béjaïa et la capitale et les deux navettes entre le chef-lieu de wilaya et Béni Mansour étaient paralysés pour cause du mouvement de grève illimitée déclenché, depuis hier, par les travailleurs de la SNTF qui demandent des rappels à partir de 2009, date de la validation de la nouvelle grille des salaires du secteur.

A. K.